

Guide d'autodéfense contre les radios-poubelles



Pourquoi ce guide

Depuis maintenant plusieurs années, le phénomène qu'il est convenu d'appeler les «radios-poubelles» se développe dans la région de Québec. Ce type de radio, qui s'apparente au «trash-radio» américain, se caractérise par un contenu agressif et racoleur, très souvent discriminatoire et diffamatoire envers certains groupes sociaux ou personnalités publiques associées à ces groupes. Outre le tort ainsi fait aux individus membres de ces groupes, il faut constater que ces discours, amplifiés par une audience de masse, sont aussi susceptibles de provoquer des comportements violents ou antisociaux.

Nous croyons qu'il incombe aux citoyens et aux citoyennes, aux groupes et aux acteurs et actrices de la société civile de s'impliquer afin de contrer leur influence néfaste et d'assainir les ondes radio à Québec.

Pourtant, avant de nous attaquer aux radios-poubelles, il est important de mesurer nos forces, de bien connaître nos recours et de prendre une décision éclairée sur nos stratégies car la bataille peut être de longue haleine.

C'est pour cette raison que ce guide a été conçu. Vous y trouverez des informations essentielles pour vous défendre contre des attaques potentielles et pour contre-attaquer. Nous souhaitons que ce guide accompagne toute personne ou tout groupe qui choisira de ne pas se taire devant les attaques des radios-poubelles.

Nous encourageons fortement la diffusion libre de ce guide. Nous espérons qu'il puisse servir dans n'importe quelle région aux prises avec le phénomène des radios-poubelles.

Avril 2013

2



La liberté d'expression

«La liberté d'expression a été consacrée par notre Constitution et est garantie dans la Charte québécoise pour assurer que chacun puisse manifester ses pensées, ses opinions, ses croyances, en fait, toutes les expressions du cœur ou de l'esprit, aussi impopulaires, déplaisantes ou contestataires soient-elles.»

- Cour suprême dans *Irwin Toy Ltd*

Les radios-poubelles bénéficient donc du droit à la liberté d'expression même si le contenu de leurs émissions, parfois très provocateur, ne semble pas mériter une protection constitutionnelle. En effet, il peut paraître absurde de protéger des insultes et des calomnies mais, dans une société démocratique comme la nôtre, presque toutes les formes d'expression doivent être protégées.

Cela dit, cette liberté n'est pas totale. En effet, il existe des limites qui ne peuvent pas être franchies même au nom de la sacro-sainte liberté d'expression.



Les limites à la liberté d'expression

Le droit d'une personne à la sauvegarde de sa dignité, de son honneur, de sa réputation et de sa sécurité impose des limites à la liberté d'opinion et d'expression. Ce droit protège contre la propagande haineuse et contre les propos et les écrits diffamatoires qui véhiculent de la haine et du mépris de nature à susciter la vengeance et la violence.



A - La diffamation contre une personne

La Cour suprême affirme que : «La diffamation consiste dans la communication de propos ou d'écrits qui font perdre l'estime ou la considération de quelqu'un ou qui, encore, suscitent à son égard des sentiments défavorables ou désagréables».

Le caractère diffamatoire des propos s'évalue en fonction de la perception qu'un-e citoyen-ne ordinaire se fera de la personne après avoir entendu les propos diffamatoires la concernant. Ce qui est pris en compte n'est pas l'effet que les propos ont eu sur la personne, mais bien l'impact sur sa réputation.

Le recours en diffamation n'est possible que si la personne qui a tenu les propos diffamants a commis une faute:

- la personne s'attaque, avec l'intention de nuire, à la réputation de la victime. Elle cherche à la ridiculiser, à l'humilier, à l'exposer à la haine ou au mépris du public ou d'un groupe. **C'est ici la pratique habituelle des radios-poubelles.**
- la personne porte atteinte à la réputation de la victime de par sa négligence, sa témérité, ou son impertinence, et ce sans avoir pour autant une intention de nuire.

NOTE

1- Une action en dommages et intérêts est un recours légal qui vise à obtenir une compensation financière pour un tort dont on est victime.



S'il est démontré qu'une faute a été commise, on a droit à des dommages-intérêts ¹.

Des propos diffamatoires diffusés à des dizaines de milliers de personnes méritent généralement une plus grande compensation que ceux communiqués à un groupe restreint.

B - La diffamation contre une collectivité

Les principes de base en matière de diffamation d'une collectivité (syndiqué-e-s, aîné-e-s, étudiant-e-s, etc.) sont les mêmes que ceux en matière de diffamation d'une personne.

Il faut prouver qu'une faute a été commise par l'auteur des propos désobligeants, que ces propos constituent une atteinte à la réputation de cette collectivité et qu'elle en a subi un dommage.



Trois situations ressortent des jugements qui ont été prononcés en matière de diffamation contre une collectivité.

- La diffamation collective vise un groupe large et elle se perd dans la foule. Les membres n'ont pas droit à une compensation.
- Il y a diffamation collective, mais certaines personnes sont désignées ou facilement identifiables. Dans ce cas, ce sont ces personnes qui auront droit à une compensation.
- La diffamation collective vise un groupe assez restreint pour que tou-te-s les membres soient atteint-e-s personnellement. Les membres ont alors droit à des dédommagements.

ATTENTION : Un-e membre d'une collectivité visée par des propos diffamatoires ne peut pas former un recours basé sur ces propos à moins d'en subir personnellement les conséquences négatives.

C- La diffamation contre une personne morale

Une personne morale (entreprise, groupe communautaire ou autre) peut également intenter un procès en dommages-intérêts pour diffamation.

Les mêmes principes en matière de diffamation s'appliquent. Le préjudice doit demeurer personnel dans tous les cas. La personne morale doit prouver qu'elle a elle-même subi

des dommages suite aux propos diffamants. Dans le cas d'une entreprise, il peut s'agir d'une chute du chiffre d'affaires; pour un groupe communautaire, il peut s'agir d'une baisse des dons reçus habituellement.

La différence entre le recours pour diffamation faite à un individu et celle faite à une personne morale réside dans le fait que cette dernière ne possède ni fierté ni sentiment. Cette différence a pour conséquence que le dédommagement accordé en réparation d'une atteinte à la réputation d'une personne morale est moindre que celui accordé à une personne physique.

D - La propagande haineuse

La propagande haineuse est un acte criminel qui est passible d'un emprisonnement maximal de deux ans.

On entend par ce crime le fait d'inciter à la haine contre un groupe identifiable. Cette incitation doit être susceptible d'entraîner une violation de la paix, c'est-à-dire qu'elle soit à même de troubler l'ordre public. Le groupe de personne identifiable réfère à une différence de couleur, de religion, d'origine ethnique ou d'orientation sexuelle.

ATTENTION : Une accusation de propagande haineuse ne pourrait pas être portée si le groupe identifiable est, par exemple, des femmes ou des personnes assistées sociales, car celles-ci ne constituent pas un groupe identifiable selon le Code criminel.



Quoi faire en cas de diffamation

Lorsqu'on se croit victime de diffamation ou d'une quelconque atteinte de la part des radios-poubelles, on peut faire appel aux tribunaux de droit commun pour avoir réparation. Mais ce recours devant les tribunaux n'est pas le seul qui existe. Il existe un recours en droit criminel ainsi que des recours envers d'autres organismes, tels le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC), le Conseil canadien des normes de la radiotélévision (CCNR) et le Conseil de presse du Québec (CPQ), offrant des services de plaintes vers lesquels les citoyen-ne-s peuvent se tourner.

Les recours devant les tribunaux

La fonction des tribunaux n'est pas de privilégier la protection de la réputation ou la liberté d'expression en créant une hiérarchie de droits, mais ils tentent plutôt de concilier ces deux droits. Des recours sont possibles en droit commun et en droit criminel.

La différence entre un recours en droit commun et un recours en droit criminel

La différence entre le droit commun et le droit criminel est que dans le premier cas il est souvent question de se faire dédommager pour un préjudice ou de se faire reconnaître un droit (ex. : vous effectuez un travail et on ne vous paie pas, vous vous tournerez vers les tribunaux de droit commun pour réclamer votre rémunération), alors que dans le second il s'agit d'exiger une sanction pour un crime qui a été commis (ex. : vous êtes victime d'un vol, vous portez plainte

ce qui pourra mener à une poursuite en droit criminel). Il est important de comprendre qu'une personne peut être poursuivie au criminel et au civil et ce en même temps et sur le même sujet.

Droit commun

Au niveau des tribunaux de droit commun, c'est le Code civil et la Charte québécoise des droits et libertés qui offrent une protection contre la diffamation.

Si on porte une action pour dommages et intérêts devant les tribunaux de droit commun, il est fortement recommandé de recourir au service d'un-e avocat-e. Il est possible mais souvent hasardeux de se représenter soi-même.

On se rappelle qu'une action en dommages et intérêts est un recours légal qui vise à obtenir une compensation financière pour un préjudice dont on est victime.

Les montants accordés pour la réparation de l'atteinte à la réputation d'une personne morale





varient entre 10 000 \$ et 25 000 \$, alors que ceux des personnes physiques peuvent aller bien au-delà.

Droit criminel

Il existe un recours en droit criminel en cas de diffamation. Dans le Code criminel, cette notion réfère au «libelle diffamatoire».

Le libelle diffamatoire consiste en des propos qui nuisent tellement à la réputation d'une personne qu'ils l'exposent à la haine, au mépris ou au ridicule. Pour que l'accusation de libelle diffamatoire soit portée, il faut que la diffamation ait eu pour objet d'outrager, c'est-à-dire qu'il faut ici qu'il y ait eu de la part de l'accusé une intention de nuire à la personne qu'il diffame.

De plus, pour que le crime de diffamation puisse être puni (peine d'emprisonnement maximale de cinq ans), il faut prouver que l'accusé savait que les propos qu'il a tenus étaient faux.

Si on décide de porter plainte pour diffamation, il faut bien comprendre que c'est la couronne qui va prendre en charge le dossier et c'est elle qui va décider des charges qui seront portées contre l'accusé. Cela veut dire que, même si on est la victime, on n'aura plus le contrôle du dossier : c'est le ou la procureur-e de la couronne qui va être en charge et qui décidera de la marche à suivre.

Mise en demeure

Une mise en demeure est la première étape d'une démarche en dommages et intérêts.

Une mise en demeure prend généralement la forme d'une lettre adressée à une personne la sommant d'accomplir son obligation dans le délai requis, à défaut de quoi des poursuites judiciaires pourront être intentées contre elle.

Pour être valide, la mise en demeure doit absolument être sous forme écrite. L'avis doit énoncer clairement ce qui est reproché à la personne et ce qu'il lui est demandé de faire en retour. Finalement, elle doit accorder un délai raisonnable pour l'exécution des demandes.

Si la personne visée par la mise en demeure ne se conforme pas aux demandes, il est alors possible de recourir aux tribunaux pour obtenir une réparation.

ATTENTION : Il est arrivé que ce soit les stations de radios-poubelles qui utilisent des mises en demeure pour intimider ceux et celles qui osent s'attaquer à leur «liberté d'expression». Dans ces cas, il est fortement conseillé de consulter une ressource juridique afin de distinguer les menaces réelles de l'intimidation et d'éviter une poursuite judiciaire.



Les autres recours

Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) a pour mandat de veiller à ce que les systèmes de la radiodiffusion et des télécommunications répondent aux besoins du public canadien. Sa mission est de s'assurer que la population canadienne ait accès à un système de communication de classe mondiale. Pour ce faire, le CRTC est doté de pouvoirs assez considérables. En effet, le CRTC supervise et réglemente plus de 2 000 radiodiffuseurs ainsi que des entreprises de télécommunications, y compris les grandes compagnies de téléphonie. Le CRTC est également chargé de l'attribution, du renouvellement et de la modification de licence dans ces domaines.

Le délai pour déposer une plainte au CRTC est de quatre semaines. La raison d'un si court délai est que les radiodiffuseurs ne conservent les bandes magnétiques de leurs diffusions que durant quatre semaines. Les services à la clientèle du CRTC reçoivent votre plainte et l'examinent. Ils peuvent vous répondre directement ou transmettre votre plainte à l'entité concernée, soit au Conseil canadien des normes de la radiotélévision si la plainte concerne l'un de ses membres, soit à l'entreprise concernée pour qu'elle règle la question directement avec vous.

Si l'entreprise ne répond pas dans les 20 jours, le CRTC achemine un rappel par écrit. S'il n'y a toujours aucune réponse, le CRTC aborde avec l'entreprise toutes les plaintes non réglées lorsque celle-ci demande un renouvellement de sa licence. En effet, les plaintes au CRTC ne sont pas directement traitées, elles sont plutôt versées au dossier de la compagnie et seront examinées au moment du renouvellement de la licence.

Le recours au CRTC peut laisser une impression d'inutilité, car lorsqu'on porte plainte il n'y a aucune action entreprise dans l'immédiat. Néanmoins, **il ne faut pas oublier que c'est par ces plaintes que le CRTC pourra décider de ne plus accorder de licence à la compagnie, ce qui est la punition suprême que peut donner le CRTC.** Les sanctions données par le CRTC varient au cas par cas et sont diversifiées, mais parmi les plus courantes se trouve l'obligation de faire des excuses en ondes.

Conseil canadien des normes de la radiotélévision

Le Conseil canadien des normes de la radiotélévision (CCNR) est un organisme unique en son genre dans l'industrie de la radiodiffusion canadienne. Il s'occupe des plaintes et questions de la part du public concernant la programmation des radiodiffuseurs privés du Canada.



La plainte doit être présentée dans les 28 jours suivant la date de la diffusion en cause. Les radiodiffuseurs sont ne tenus de conserver une copie de leur programmation que pour 28 jours.

Une fois la plainte reçue, le CCNR l'envoie au radiodiffuseur qui doit fournir une réponse à cette plainte dans les trois semaines de sa réception. Si le ou la plaignant-e n'est pas satisfait-e de ladite réponse, il ou elle pourra demander au CCNR de se prononcer sur la plainte. Le CCNR publie une décision dans les six mois suivant la date à laquelle il reçoit le formulaire de demande de décision rempli par le ou la plaignant-e.

Si le CCNR juge la plainte fondée, il imposera au radiodiffuseur de diffuser une annonce préparée par le CCNR qui nommera la date, l'émission, l'animateur-trice et la faute commise. C'est la seule sanction possible.

Conseil de presse du Québec

Le Conseil de presse du Québec (CPQ) agit comme tribunal d'honneur de la presse québécoise. Il émet des avis sur diverses questions ou pratiques en lien avec sa mission. Le CPQ ne possède aucun pouvoir judiciaire, réglementaire, législatif ou coercitif ; il n'impose aucune autre sanction que morale. Le CPQ ne traite pas les cas de diffamation comme tels. Il ne traite que des cas où des propos haineux, racistes, méprisants ou mensongers ont été proférés.

Si on veut soumettre une plainte à cet organisme, il faut le faire dans un délai de six mois.

Le CPQ demande aux plaignant-e-s d'adresser directement leur plainte à la partie mise en cause. Le journaliste et l'entreprise de presse disposent de quinze jours ouvrables pour donner leur version des faits. Cette réplique est par la suite transmise intégralement aux plaignant-e-s afin qu'ils ou elles puissent fournir un commentaire dans le même délai, s'ils ou elles le jugent à propos.

Une fois la collecte des informations terminée, le dossier sera soumis à l'étude du comité des plaintes. Si le comité juge que la plainte est fondée, il pourra demander à tous ces membres d'émettre un communiqué de sa décision, ce qui est une manière de faire savoir sa désapprobation, qui pourra même aller jusqu'au blâme.

Rappelons que certains groupes de presse se sont retirés du CPQ.

Si on renversait le rapport de force ?

Il ne faut pas oublier qu'il existe d'autres moyens que les recours légaux pour se défendre contre les attaques des radios-poubelles. On peut conscientiser notre entourage. Par l'entremise de groupes ou d'un collectif d'individus, on peut s'organiser collectivement et contre-attaquer.



Tableau des recours et sanctions

	Sanctions applicables	Besoin d'un -e avocat-e	Délai pour déposer une plainte	Pourquoi y avoir recours ?
CPQ	Émission d'un communiqué de la décision	Non	6 mois	Le CPQ est un tribunal d'honneur, sa réprimande envers la radio constituera de la mauvaise publicité pour cette dernière.
CCNR	Émission d'un communiqué de la décision	Non	28 jours	Le CCNR émettra un communiqué qui fera de la mauvaise publicité pour la radio.
CRTC	Retrait de la licence Excuses publiques	Non	4 semaines	Un recours auprès du CRTC peut, dans certains cas, mener à une perte de la licence pour la radio, ce qui est une sanction assez grave.
Tribunaux de droit commun	Dommages-intérêts Dommages-intérêts punitifs	Fortement suggéré	1 an dans le cas de diffamation 3 ans dans le cas d'atteinte à la dignité	Dans un tel recours, on peut recevoir un dédommagement financier.
Plainte au criminel	Peine d'emprisonnement maximale de cinq ans	Non	Pas de délai	Un tel recours a un effet beaucoup plus dissuasif par rapport aux autres, puisque la sanction est plus grave (emprisonnement).



Faire un choix éclairé

Lorsque que l'on décide de réagir aux propos discriminatoires et/ou diffamatoires véhiculés par des radios-poubelles, la bataille peut être longue. Que ce soit par des recours légaux ou des actions collectives, les réactions des animateurs et animatrices ou des stations elles-mêmes ne se font habituellement pas attendre longtemps.

Ils n'hésiteront pas à réagir à la critique par la provocation, l'intimidation, la victimisation ou même des menaces de poursuite.

C'est pourquoi, au moment de décider des recours ou des actions à entreprendre, il ne faut surtout pas oublier d'en mesurer les conséquences positives et négatives sur soi et sur les gens qui nous entourent.

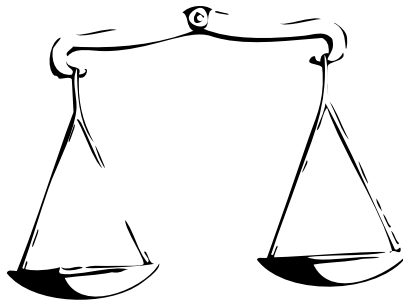
Le tableau suivant est un outil pour peser le pour et le contre afin de faire un choix éclairé.

Surtout, n'hésitez pas à en parler avec des personnes de confiance.

Pour

En prenant des recours on peut espérer :

- faire respecter ses droits;
- faire cesser les attaques;
- obtenir réparation;
- sortir du sentiment d'impuissance;
- inspirer d'autres victimes à entreprendre des démarches.



Contre

On peut par contre craindre :

- d'attiser les attaques;
- de devenir leur souffre-douleur;
- de subir beaucoup de pression;
- de perdre beaucoup de temps;
- de ne pas avoir gain de cause.



Vous avez pris votre décision ? Quelle qu'elle soit, voici quelques trucs et conseils à garder en mémoire .

1- Parlez-en !

Il y a toujours des conséquences à être victime de diffamation et/ou de discrimination. La pire idée, c'est de garder ça pour soi et de jouer au dur en prétendant que ça ne nous affecte pas. N'oubliez pas que vous avez des droits et que la liberté d'expression d'un animateur ou d'une animatrice de radio ne doit jamais dépasser certaines limites.

Parlez-en à des personnes de confiance et à des organismes compétents, mais surtout ne restez pas seul-e face aux propos discriminatoires.

2- Protégez vos informations personnelles sur le web

Protégez votre vie privée sur le web. La plupart des informations personnelles diffusées sur le web et, en particulier, sur les réseaux sociaux peuvent se retourner contre vous. Imaginez que des animateurs et animatrices de radio mal intentionné-e-s décident de taper votre nom sur Google ou sur Facebook ? Tout ce qu'ils et elles découvriront sur vous pourrait leur servir à vous attaquer ou à tenter de vous ridiculiser.

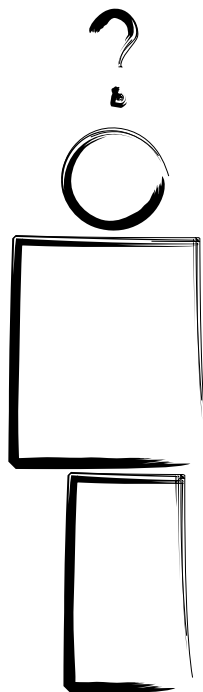
3- Récoltez et conservez les preuves



Si vous décidez d'utiliser un des recours vus précédemment, il faut dès le début conserver ou enregistrer une copie des propos diffamants qui ont été tenus. Pour ce faire, il faut consulter le site de la radio et enregistrer l'émission sur votre propre matériel, soit sur votre ordinateur portable ou sur une clé USB.

4- Élaborez une stratégie

Avant d'entreprendre une action, prenez connaissance de tous les recours et des délais qui s'y rattachent. Ce guide peut vous aider, mais il existe une foule d'informations et de ressources qui peuvent vous aider à mettre vos efforts à la bonne place. À la fin de ce guide, vous trouverez un bottin des ressources qui peuvent grandement vous faciliter la tâche.



5- Prenez contact avec un-e avocat-e

Bien qu'il soit rarement nécessaire de faire appel à un-e avocat-e, il peut être avantageux d'en avoir un-e à portée de main. Vous trouverez à la page suivante les coordonnées d'organismes qui peuvent vous référer à des avocat-e-s spécialisé-e-s. Le simple fait de contacter un-e avocat-e n'implique aucuns frais, mais ça peut être utile d'en connaître un-e le jour où on reçoit une mise en demeure.

6 - Trouvez des allié-e-s

Il est toujours sage de ne pas affronter les radios-poubelles seul-e. Plusieurs personnes ou groupes autour de vous sont peut-être également en lutte contre les préjugés véhiculés par certain-e-s animateurs et animatrices de radios-poubelles. Le fait de se défendre collectivement apporte davantage de moyens et de ressources pour remporter la bataille.

Imaginez si plusieurs centaines de personnes téléphonent le même jour dans une station de radio pour se plaindre.

Conclusion

La radio-poubelle est avant tout une stratégie commerciale qui cherche à vendre des auditeurs-trices à des publicitaires en proposant un contenu qui entretient les préjugés. Lorsque le coût des recours contre la station pour les propos diffamatoires de ses animateurs-trices devient plus élevé que les profits qu'elle en tire, les stations revoient leurs pratiques.

Le radio-poubelle est aussi un phénomène politique. Le discours qui y est tenu est résolument à droite et prend la forme de propos racistes, sexistes et homophobes, et il se combine à un projet de société néolibéral.

Pour faire taire ses détracteur-trice-s, la radio-poubelle n'hésite pas à intimider et à salir des réputations. Elle outrepassé intentionnellement les limites de la liberté d'expression, mais se réfugie derrière elle dès qu'elle se sent menacée.

Il nous revient donc d'agir pour protéger les victimes de ces pratiques, mais aussi de bâtir un discours et une pratique qui réaffirment les valeurs de solidarité, de respect, de liberté et d'égalité.



Ressources juridiques

Centre de justice de proximité

Le Centre de justice de proximité a pour mandat de faciliter l'accès à la justice pour les citoyen-ne-s du district judiciaire de Québec par des services d'information, de soutien et d'orientation, offerts en complémentarité avec les ressources existantes.

Les services sont sans frais, confidentiels et offerts en favorisant la participation des citoyens et citoyennes.

Centre de justice de proximité – Québec

400, boulevard Jean-Lesage, bureau 047
(Les Façades de la Gare)
Québec, Québec
G1K 8W1
Tél. : 418 614-2470
Site internet : justicedeproximite.qc.ca



Bureau d'information juridique

Le mandat premier du Bureau d'information juridique est d'apporter à la communauté de Québec et de ses environs un service d'information juridique gratuit.

Bureau d'information juridique de l'Université Laval

Pavillon Maurice Pollack, local 2231
Université Laval
Québec, Qc G1V 0A6
418-656-7211
Courriel : executif@bijlaval.ca
Site internet : www.bijlaval.ca

Service de référence

Ce service fournit à toute personne, admissible ou non à l'aide juridique, le nom d'un-e membre du Barreau disposé-e à la recevoir pour une consultation initiale d'une demi-heure sans frais.

Service de référence – Barreau de Québec

418-529-0301, poste 21
Site internet : www.barreaudequebec.ca
Télécopieur : (418) 522-4560



